



BBTK
ABVV



SETCa
FGFB

ACV
PULS
never work alone

CNE
L'avenir a
son syndicat



Négociations sectorielles Assurances (CP 306)

13 septembre 2019

ASSURALIA fait des ouvertures dans les discussions sur le *pouvoir d'achat*, mais la proposition des employeurs n'est pas en ligne avec la reprise dans le secteur

Sous la pression constante des syndicats, Assuralia a fait aujourd'hui une ouverture dans le volet 'pouvoir d'achat' des négociations sectorielles. Alors qu'avant l'été, les employeurs ne démordaient pas du principe d'une prime unique, Assuralia accepte désormais d'engager tout de même des discussions sur une part de modalisation récurrente de l'augmentation de pouvoir d'achat demandée. Cependant, la proposition qui en a résulté ne va pas encore suffisamment dans le sens des résultats financiers du secteur.

Lorsque l'on examine les résultats ainsi que les accords sectoriels dans des secteurs connexes du vaste domaine des services, il y a lieu de réaliser davantage de progrès. En CP 200 par exemple, nous observons que 400.000 employés verront augmenter ce mois-ci leurs salaires de 1,1%. Le rapport annuel de la Banque nationale fait apparaître par ailleurs que les résultats nets du secteur des assurances enregistrent à nouveau une tendance à la hausse depuis quelques années et que les assureurs ont adapté avec succès leur politique de placement au contexte des faibles taux d'intérêt.

Tous les syndicats en appellent dès lors une nouvelle fois Assuralia à présenter une proposition en ligne avec ces performances du secteur. Des performances qui, soit dit en passant, sont possibles grâce à l'investissement du personnel travaillant durement dans le secteur. Nous ne sommes évidemment pas aveugles face aux circonstances économiques spécifiques dans lesquelles les assureurs sont appelés à opérer aujourd'hui et demain, mais inversement, les excellents résultats financiers ne peuvent pas rester ainsi de manière disproportionnée aux mains des actionnaires de ces compagnies. Plus que jamais, une juste répartition des bénéfices est à l'ordre du jour. Aussi et jusqu'à contrordre, nous appelons nos délégués dans le secteur à suspendre la concertation sociale. Et des actions sur le terrain pour soutenir notre juste revendication d'une concrétisation sérieuse du pouvoir d'achat ne sont dès lors plus à exclure à compter de ce jour.